



Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

Rapport

de la commission de l'économie chargée d'étudier la proposition de motion de Skender Salihi, Thierry Cerutti, Ana Roch, Sami Gashi, Arber Jahija pour la mise en place d'un projet cantonal de régularisation des sans-papiers, inspiré de l'opération Papyrus

Rapport de majorité de Jean-Marc Guinchard (page 3)

Rapport de minorité de Leonard Ferati (page 13)

Proposition de motion (3093-A)

pour la mise en place d'un projet cantonal de régularisation des sans-papiers, inspiré de l'opération Papyrus

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que de nombreuses personnes sans papiers résident et travaillent dans le canton de Genève ;
- que l'opération Papyrus, menée entre 2017 et 2018, a démontré qu'une régularisation contrôlée et encadrée permet de réduire la précarité, de favoriser l'intégration des sans-papiers, de renforcer la transparence fiscale et de répondre aux besoins économiques de secteurs dépendants d'une main-d'œuvre migrante (construction, restauration...) ;
- que les critères stricts et objectifs appliqués lors de ladite opération ont garanti une sélection équitable et rigoureuse des bénéficiaires ;
- que la mise en place d'une nouvelle opération de régularisation permettrait de répondre à une réalité humanitaire tout en renforçant le respect des droits fondamentaux ;
- que Genève – en tant que canton attaché aux droits humains – doit poursuivre ses efforts en matière d'intégration des personnes vivant sur son territoire,

invite le Conseil d'Etat

- à mettre en œuvre un projet cantonal de régularisation des sans-papiers, inspiré de l'opération Papyrus ;
- à définir des critères stricts et objectifs pour cette régularisation en s'appuyant sur les précédents fixés dans l'opération Papyrus ;
- à mettre en place un processus transparent impliquant les associations locales, les syndicats et les autorités compétentes pour identifier et accompagner les personnes éligibles.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Jean-Marc Guinchard

Cette motion a été traitée à la commission de l'économie durant trois séances, le 3 novembre 2025 et les 12 janvier et 27 avril 2026, sous les présidences de M. Vincent Canonica et de M^{me} Francine de Planta.

Les procès-verbaux ont été tenus avec exactitude et précision par M. Nicola Martinez et M^{me} Coralie Tschanz, que nous remercions vivement de leur collaboration.

Séance du lundi 3 novembre 2025

Audition de M. Skender Salihi, auteur

M. Salihi déclare que de nombreuses personnes vivent et travaillent à Genève depuis des années, sont intégrées, respectent les lois, mais restent dans une précarité administrative. Il souligne que ces situations existent déjà et que les ignorer ne les fait pas disparaître. Il rappelle que l'opération Papyrus a démontré qu'avec des critères précis, une coordination avec la Confédération et des contrôles rigoureux, il est possible d'assainir des situations humaines et économiques, de favoriser l'intégration et de renforcer la transparence du marché du travail.

Il précise que la motion ne demande pas une régularisation automatique, mais qu'elle vise à examiner les conditions permettant la mise en place d'un dispositif similaire, fondé sur le droit, la preuve d'intégration, l'existence d'un emploi avéré et l'absence d'infractions. Il estime qu'il s'agit d'une démarche réaliste et non idéologique, s'appuyant sur l'expérience genevoise et sur une gestion digne, efficace et humaine d'une réalité présente sur le territoire.

Il ajoute qu'environ 13 000 personnes vivent et travaillent à Genève sans statut légal, sont intégrées et présentes depuis de nombreuses années. Selon lui, relancer une opération similaire à Papyrus, qu'il qualifie de succès, contribuerait à renforcer l'image de Genève et de son économie.

Une députée S demande à M. Salihi s'il connaît la situation depuis la fin de l'opération Papyrus et ce qui a motivé le dépôt de cette motion. Elle indique qu'elle est présidente du Collectif de soutien aux sans-papiers. Elle précise que les critères définis durant l'opération Papyrus sont, pour la grande majorité, encore en vigueur et demeurent globalement objectifs. Elle ajoute que les associations et les syndicats continuent de collaborer avec l'Etat afin de

maintenir des procédures aussi claires que possible. Elle se déclare favorable à la motion, mais estime que ce qu'elle propose existe déjà. Selon elle, il n'est pas nécessaire de lancer une nouvelle opération Papyrus, mais plutôt de maintenir les critères actuels, afin que les associations puissent conseiller clairement les personnes qui s'adressent à elles. Elle considère qu'il faudrait adapter la motion à la situation actuelle, car relancer une opération similaire ne serait pas opportun. Elle recommande donc de préserver et de pérenniser les effets positifs issus de Papyrus. M. Salihi répond que Papyrus n'est plus active et qu'il arrive encore que des personnes croient, à tort, qu'elle est toujours en vigueur. Il indique que certaines se lancent ainsi dans des démarches administratives pour obtenir un titre de séjour, en se dénonçant ainsi elles-mêmes, ce qui entraîne pour elles une spirale administrative et judiciaire.

M. Salihi dit partager cet avis. Il explique que le titre « Papyrus bis » est utilisé pour esquisser un scénario, mais qu'il est pleinement d'accord avec l'idée de pérenniser les critères d'obtention. Il ajoute que certains syndicats prodiguent de mauvais conseils, notamment en incitant des personnes à demander l'asile également en France. Il relève que ces démarches ont conduit certaines d'entre elles à se retrouver en difficulté, car leur demande d'asile en France les rendait ensuite inéligibles aux critères.

Un député PLR estime que le problème soulevé par la motion consiste à considérer qu'une personne peut rester dans l'illégalité pendant plusieurs années, puis être en droit de déposer une demande de régularisation. Selon lui, ce n'est pas l'objectif recherché. Il considère qu'il ne faut pas créer un appel d'air en attirant des personnes habituées à travailler au noir, qui combindraient un emploi déclaré partiel et du travail non déclaré. Il relève que les sans-papiers sont principalement actifs dans l'économie domestique ou dans la restauration.

M. Salihi affirme qu'il existe tout autant de personnes non déclarées dans ce secteur, mais que celles-ci apparaissent comme déclarées, ce qu'il qualifie d'hypocrisie institutionnelle, car l'on demande à des employeurs d'engager ces personnes et de payer des charges sociales.

Le même député précise qu'il s'agit alors de personnes travaillant « au gris ».

M. Salihi répond que cette notion n'existe pas devant le procureur général. Il réaffirme que l'objectif est de régulariser les personnes remplissant les conditions et il estime qu'il n'y aura pas d'appel d'air dès lors qu'un cadre clair est fixé.

Le même député rappelle que les critères de l'opération Papyrus prévoyaient notamment dix ans de séjour illégal sans plainte, permettant ensuite une possible régularisation.

M. Salihi précise qu'il existait également une condition liée à l'emploi, les personnes concernées cotisant durant ces dix années.

Un député PLR indique que ce qui le dérange, c'est de donner l'impression qu'il suffirait de venir à Genève et de tenir dix ans pour être régularisé.

M. Salihi lui répond qu'il a mal interprété la démarche et qu'il demande simplement une opération « Papyrus bis ».

Ce même député estime que cela équivaut à envisager une opération Papyrus tous les dix ans, ce qui reviendrait à dire que, en tenant dix ans, une régularisation serait assurée. Il dit que cela lui pose problème et qu'il serait pertinent d'entendre l'OCPM ou le Collectif.

Une députée S mentionne les travaux du professeur Yves Jackson, médecin, qui a mené une étude intitulée « Parchemins ». Cette étude a suivi l'opération Papyrus et analyse la situation des personnes après leur régularisation. Elle reconnaît l'hypocrisie existante, mais souligne que ce n'est pas parce que les contrôles seraient davantage stricts que les personnes cesseraient de venir. Elle considère que, si les emplois disponibles pour ces personnes disparaissaient, le phénomène diminuerait probablement. Elle relève enfin que de nombreuses entreprises, au-delà des particuliers, recourent à cette main-d'œuvre.

Un député UDC exprime sa crainte qu'une relance d'une telle opération crée un appel d'air. Selon lui, une fois les personnes actuellement présentes régularisées, l'information circulerait et inciterait d'autres personnes à venir en pensant qu'elles ne risquent rien, qu'il leur suffit de travailler dix ans avant une nouvelle régularisation.

M. Salihi ne partage pas cette opinion. Il estime que peu de personnes accepteraient de vivre cachées pendant dix ans avant de vérifier si elles remplissent les critères de régularisation. Il considère que, pour cette raison, il n'y aurait pas d'appel d'air.

Un député MCG indique qu'il connaît peu ce domaine et qu'il a suivi l'opération Papyrus de loin. Il dit avoir entendu qu'il s'agissait d'une opération ambitieuse, mais que les moyens nécessaires à son évaluation n'avaient peut-être pas été suffisants. Il demande si, en cas de poursuite d'une démarche similaire, M. Salihi estime que Papyrus a été bien menée à l'époque et si la rigueur dans le traitement des dossiers constitue un élément essentiel.

M. Salihi répond que, selon lui, l'opération a été un succès. Il reconnaît que certains cas ont dysfonctionné, notamment lorsque de faux documents ont été déposés, mais il précise que ces personnes ont été poursuivies et condamnées. Il considère que Papyrus, telle qu'elle a été coordonnée, constitue une excellente opération.

Un député PLR déclare qu'il a des difficultés à comprendre, sur le plan idéologique, que M. Salihi soit contre l'emploi frontalier tout en soutenant la régularisation de sans-papiers travaillant au noir depuis dix ans, alors que les frontaliers paient l'impôt à la source et permettent à l'Etat d'en récupérer une partie, contrairement aux sans-papiers.

M. Salihi répond qu'il ne voit pas de paradoxe. Il explique qu'il ne s'agit pas de personnes vivant en France, mais de personnes déjà installées à Genève. Celles-ci consomment localement, paient leur loyer et certaines même des assurances-maladie. L'objectif est de légaliser des personnes déjà établies sur le territoire, contrairement aux titulaires de permis G venant de l'extérieur, comme de Paris.

Un député Ve indique comprendre qu'il est question de personnes travaillant au noir et originaires de pays extra-européens, souvent dans l'économie domestique et probablement sous le salaire minimum. Il souligne la difficulté de vouloir lutter contre le travail au noir tout en légalisant ces personnes et il demande des éléments statistiques plus précis sur les régularisations avant de se prononcer.

M. Salihi répond qu'il ne dispose pas de statistiques détaillées, mais il rappelle que l'opération Papyrus a permis de légaliser près de 3000 personnes.

Le même député suppose qu'un rapport a été établi sur cette opération, mentionnant notamment la nationalité des personnes régularisées, et il suggère de le consulter.

Une députée S confirme qu'un bilan a été réalisé sur la régularisation, ainsi qu'un rapport sur la situation après régularisation par le professeur Jackson.

M. Salihi indique qu'il ne sait pas si des statistiques précises sur l'origine des personnes légalisées sont disponibles.

M. Salihi précise qu'il se souvient avoir lu qu'il n'est pas possible de fournir des informations concernant la nationalité des personnes régularisées.

Séance du lundi 12 janvier 2026

Audition de M^{me} Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, DIN, et de M. Redouane Saadi, secrétaire général adjoint, DIN

Le président accueille les personnes auditionnées et leur cède la parole pour leur présentation.

M^{me} Kast rappelle les invites de la motion, à savoir mettre en œuvre un projet cantonal de régularisation des personnes sans statut légal inspiré de l'opération Papyrus, définir des critères stricts et objectifs pour cette régularisation en s'appuyant sur les précédents établis dans le cadre de

l'opération Papyrus, et mettre en place un processus transparent associant les associations locales, les syndicats et les autorités compétentes afin d'identifier et d'accompagner les personnes éligibles.

Elle commence par rappeler ce qu'était l'opération Papyrus qui s'est déroulée du 21 février 2017 au 31 décembre 2018 et a permis de régulariser 2687 personnes au 31 décembre. Elle explique que l'opération reposait sur trois volets : un processus de régularisation du statut de séjour, un dispositif de contrôle et d'assainissement des secteurs économiques particulièrement exposés au travail au noir et à la sous-enchère salariale, ainsi qu'un dispositif d'insertion et d'intégration, notamment par le biais d'une bourse à l'emploi dans l'économie domestique.

Elle souligne également l'étroite collaboration avec le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Elle rappelle qu'en définitive la décision d'octroi d'un permis relève de la compétence du SEM, y compris dans le cadre et à l'issue de l'opération Papyrus. Elle précise qu'un canton ne peut dès lors pas mettre en place un processus de régularisation de manière autonome, mais qu'il peut en revanche initier un dialogue et encourager une collaboration avec le SEM.

Elle explique qu'une fois l'opération Papyrus terminée, soit après le 31 décembre 2018, le SEM a indiqué aux cantons quels critères pouvaient être maintenus dans l'examen des situations dites « post-Papyrus » et lesquels devaient être adaptés. Elle précise que le premier critère concerne la durée de séjour : dix ans pour les personnes célibataires, les couples et les familles avec des enfants non scolarisés, et cinq ans pour les familles avec des enfants scolarisés, ce critère demeurant inchangé. Elle ajoute que, dans le cadre de l'opération Papyrus, il était admis que certaines situations individuelles puissent être prises en compte, alors qu'aujourd'hui l'ensemble du groupe familial doit justifier d'une durée de séjour de cinq ans pour qu'une régularisation puisse être envisagée. Elle précise qu'en matière d'aide sociale, aucun changement n'est intervenu concernant les critères applicables. Elle indique en revanche qu'en ce qui concerne les exigences linguistiques, un niveau A2 était requis durant la période de l'opération Papyrus, alors que le SEM exige désormais un niveau A1.

Elle explique que les critères appliqués après l'opération Papyrus ont permis de confirmer et de pérenniser la pratique genevoise en matière de régularisation pour cas de rigueur, au sens de l'art. 30, al. 1, let. b, de la LEI. Elle rappelle qu'à lui seul, le canton de Genève représente en moyenne près de 90% des cas de rigueur approuvés par le SEM. Elle relève que, hormis les années 2020, 2021 et 2022 marquées par le traitement des dossiers liés à Papyrus, les chiffres témoignent d'un ratio stable, compris entre 80 et 90% des cas de rigueur au niveau suisse, avec des volumes globalement constants.

Elle souligne que les critères de régularisation appliqués aujourd'hui sont proches de ceux qui étaient en vigueur durant l'opération Papyrus et qu'ils sont à la fois plus objectifs et plus clairs que ceux applicables avant le lancement de cette opération. Elle ajoute que cette évolution garantit une plus grande sécurité juridique pour les administrés et leurs mandataires, lesquels peuvent désormais évaluer plus précisément, en amont, les chances de succès de leurs démarches.

Elle indique que, dans ce contexte, il apparaît hautement improbable que le SEM accepte une nouvelle modification des critères de régularisation, rappelant que cette autorité demeure compétente pour l'octroi des autorisations de séjour. Elle ajoute qu'une nouvelle opération de régularisation de masse ne se justifie pas et n'aurait, de toute manière, que peu d'incidences sur le nombre total de personnes régularisées, dans la mesure où des critères strictement identiques à ceux de l'opération Papyrus seraient appliqués. Elle relève enfin que, si la motion repose peut-être sur une intention louable, elle est en pratique inapplicable et ne modifierait pas fondamentalement la situation actuelle, les mesures proposées étant soit déjà mises en œuvre, soit ne permettant pas d'aller plus loin dans le cadre légal existant.

Elle indique que le SEM ne reviendra pas sur les légères adaptations apportées aux critères depuis la fin de l'opération Papyrus.

Un député UDC demande ce qu'il convient d'entendre par les critères dits « post-Papyrus », s'interrogeant sur le point de savoir si les règles définies entre le SEM et l'Etat de Genève s'appliquent désormais à l'ensemble du canton ou si elles relèvent toujours d'un dispositif spécifiquement genevois.

M^{me} Kast précise qu'il s'agit de règles applicables à l'ensemble du canton. Elle indique que le critère déterminant figure dans la présentation, à savoir l'exigence que l'ensemble du groupe familial justifie de cinq années de résidence, ce qui peut représenter une variation d'une à deux années par rapport aux critères antérieurs.

Le même député demande si ces standards sont valables dans l'ensemble des cantons.

M^{me} Kast répond qu'il s'agit de la pratique du SEM en la matière. Elle précise toutefois que le SEM n'examine que les dossiers transmis par les cantons, ce qui explique l'existence de pratiques très différentes d'un canton à l'autre. Elle rappelle que le projet pilote a été mené à Genève et souligne qu'il existe une tradition genevoise consistant à être conscient de cette possibilité de régularisation et à l'appliquer.

Une députée S demande quel bilan peut être tiré de l'axe relatif au contrôle du travail au noir.

M. Saadi indique que, durant l'opération Papyrus, le contrôle de la conformité était assuré par l'OCIRT. Il précise qu'un grand pourcentage des employeurs ayant recruté des personnes sans statut légal ne les ont pas licenciées à l'issue de la procédure de régularisation. Il ajoute que le dispositif de la bourse à l'emploi a été mis en œuvre dans le cadre de la formation professionnelle. Il souligne que, dans la communauté des experts, il a toujours été question d'une régularisation au cas par cas, les personnes concernées étant régularisées en fonction de leur durée de séjour et de critères précis.

M^{me} Kast explique que le fait de disposer d'un logement et d'une activité économique, dans un contexte marqué par une crise du logement et des tensions sur le marché de l'emploi, constitue un élément déterminant et une véritable garantie d'intégration. Elle précise qu'une personne souhaitant être régularisée sans disposer d'un emploi n'a, en pratique, aucune chance de l'être. Elle souligne que ces deux critères, bien que non explicitement inscrits, sont inhérents à la réalisation des autres conditions et constituent un gage d'ancrage durable.

Une députée MCG demande quelles étaient les pratiques en vigueur avant l'opération Papyrus.

M^{me} Kast répond qu'il s'agissait alors de régularisations à caractère humanitaire, examinées strictement au cas par cas, et qu'il était quasiment impossible de prévoir l'issue d'un dossier.

La même députée souhaite nuancer cette appréciation en relevant que le dépôt de dossiers ne garantissait pas automatiquement une décision favorable, même lorsque les critères semblaient remplis, et qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un automatisme.

M^{me} Kast indique avoir constaté des refus liés à des antécédents pénaux, pas nécessairement genevois, parfois en lien avec le séjour illégal ou l'usage de faux documents. Elle ajoute que certains mandataires ont fait miroiter à des personnes la possibilité d'une régularisation alors que les conditions n'étaient manifestement pas réunies, les incitant parfois à produire de faux documents, ce qui a conduit à des situations humaines particulièrement difficiles.

M. Saadi précise enfin qu'il est en mesure de communiquer le chiffre exact, indiquant que 88% des employeurs ayant recruté des personnes sans statut légal ne les ont pas licenciées.

Le président remercie les auditionnés de leur présentation.

Séance du lundi 27 avril 2026

La présidente de séance indique que la commission a procédé à l'audition du DIN avec M^{me} Kast le 3 novembre 2025 et demande s'il y a d'autres demandes d'audition.

Un député PLR indique que l'audition du DIN a été intéressante, tout en relevant qu'aucune action ne peut être entreprise sans l'implication du Secrétariat d'Etat aux migrations. Il annonce que le groupe PLR refusera cette motion.

Une députée LJS indique qu'elle s'exprime au nom de son collègue de parti et précise qu'il n'est pas possible de recréer une opération de type Papyrus. Elle souligne que le canton ne peut pas lancer une régularisation massive, celle-ci ayant constitué une mesure exceptionnelle. Elle estime que voter cette motion reviendrait à soutenir une demande sans effet réel et elle indique que le groupe LJS refusera la motion.

Un député Ve indique que l'audition du DIN a été instructive. Il relève que l'opération Papyrus ne s'est pas totalement arrêtée dans ses effets, en mentionnant qu'en 2024, 754 régularisations à Genève sur 903 au niveau fédéral concernaient Genève, soit 83,5% du total. Il en déduit que cette dynamique se poursuit et il considère qu'il n'y a pas lieu de relancer une telle opération. Il indique que, pour ces raisons, le groupe des Verts refusera la motion.

Un député UDC indique que son groupe partage la position des intervenants précédents et qu'il refusera l'entrée en matière.

Un député MCG indique qu'il soutiendra cette motion. Il souligne qu'il s'agit d'une motion et non d'un projet de loi, et qu'elle vise à répondre à la problématique des personnes en situation de précarité exclues de la société. Il précise que la motion demande au Conseil d'Etat de mettre en place une méthode rigoureuse et un processus transparent. Il estime que cette démarche mérite d'être soutenue par le groupe MCG.

La présidente de séance apporte une précision à l'intervention de son collègue Ve en indiquant que l'opération Papyrus a bien eu un début et une fin, même si certains dossiers continuent d'être traités aujourd'hui, ceux-ci ayant été déposés dans le délai de validité de l'opération.

La présidente de séance met aux voix la M 3093 :

Oui :	5 (3 S, 2 MCG)
Non :	10 (2 Ve, 1 LJS, 4 PLR, 2 UDC, 1 LC)
Abstentions :	—

La M 3093 est refusée.

Catégorie de débat préavisée : II (30 min)

Conclusions

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Selon les signataires de ce texte, de nombreuses personnes vivent et travaillent à Genève depuis des années, sont intégrées, respectent les lois, mais restent dans une précarité administrative. Selon eux, l'opération Papyrus a démontré qu'avec des critères précis et une coordination avec la Confédération, il est possible d'assainir des situations humaines et économiques en favorisant l'intégration et en renforçant la transparence du marché du travail.

Le texte ne demande pas une régularisation automatique, mais vise à examiner les conditions permettant la mise en place d'un dispositif similaire, fondé sur le droit, la preuve d'intégration, l'existence d'un emploi avéré et l'absence d'infraction.

L'audition de la conseillère d'Etat chargée du dossier a permis de rappeler ce qu'avait été l'opération Papyrus qui s'est déroulée du 21 février 2017 au 31 décembre 2018 et a permis de régulariser près de 3000 personnes à cette dernière date. Après la fin de l'opération Papyrus, le SEM a indiqué aux cantons quels critères pouvaient être maintenus dans l'examen des situations considérées comme post-Papyrus et lesquels devaient être adaptés. La magistrate a rappelé également qu'à lui seul le canton de Genève représente en moyenne près de 90% des cas de rigueur approuvés par le SEM. Certains critères du début de l'opération Papyrus ont été adaptés, mais elle indique que le SEM n'admettra pas d'aller plus loin dans le cadre légal existant.

Pour la majorité de la commission, aucune action ne peut être entreprise sans l'implication du Secrétariat d'Etat aux migrations. En outre, elle a considéré qu'il n'était pas possible de recréer une opération de type Papyrus et que le canton ne peut pas se lancer dans une régularisation massive, ne tenant pas compte des critères qui avaient été mis en place précédemment. D'autre part, il faut souligner que l'opération Papyrus ne s'est pas totalement arrêtée dans ses effets, puisqu'en 2024 il y a eu 754 régularisations à Genève sur 903

au niveau fédéral, ce qui a représenté 83,5% du total. Cette dynamique s'est donc poursuivie et il n'y a pas lieu de relancer une telle opération.

La minorité de la commission estime d'une part qu'il s'agit d'une motion et non d'un projet de loi, et que ce texte vise à répondre à la problématique des personnes en situation de précarité, exclues de la société.

Sur cette base, nous, la majorité de la commission, vous recommandons de rejeter la proposition de motion 3093.

Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Leonard Ferati

La minorité de la commission partage les préoccupations humanitaires exprimées par les auteurs de la motion. Les personnes sans statut légal qui vivent et travaillent depuis de nombreuses années à Genève participent souvent à la vie économique et sociale de notre canton dans des conditions précaires. Il est légitime de chercher à garantir le respect de leur dignité ainsi qu'à lutter contre les abus liés au travail non déclaré.

Toutefois, les travaux de commission et l'audition de M^{me} Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat chargée du département des institutions et du numérique, ont permis d'établir que les principaux objectifs poursuivis par la motion sont déjà largement réalisés dans la pratique actuelle du canton.

Lors de son audition, la conseillère d'Etat a rappelé que l'opération Papyrus, menée entre 2017 et 2018, a permis la régularisation de plusieurs milliers de personnes. Elle a également souligné que les mécanismes mis en place à cette occasion n'ont pas disparu avec la fin formelle de l'opération. Les critères développés durant cette période ont été repris et intégrés dans la pratique dite « post-Papyrus », permettant la poursuite des régularisations dans le cadre des cas de rigueur prévus par le droit fédéral.

Il ressort également de cette audition que les critères actuellement appliqués sont très proches de ceux qui prévalaient durant l'opération Papyrus.

La commission a par ailleurs pris acte du fait que la compétence finale en matière d'octroi des autorisations de séjour demeure fédérale. Le Secrétariat d'Etat aux migrations conserve le pouvoir décisionnel et il paraît peu vraisemblable qu'une nouvelle opération de régularisation de masse puisse être mise en œuvre sans l'accord explicite des autorités fédérales. Dans ce contexte, la marge de manœuvre cantonale apparaît limitée.

La minorité considère dès lors que la motion ne crée pas de nouveaux instruments et que ses invites correspondent en grande partie à une pratique déjà existante. Elle relève néanmoins que le texte permet de réaffirmer l'attachement du Grand Conseil à une approche humaine, pragmatique et transparente des situations de personnes vivant durablement dans notre canton.

Pour ces raisons, la minorité soutient symboliquement les objectifs poursuivis par la motion. Elle estime toutefois que les effets concrets de son adoption seront limités, les mécanismes évoqués étant déjà largement appliqués dans le cadre de la pratique actuelle.

La minorité vous invite ainsi à accepter cette proposition de motion, essentiellement à titre déclaratif et symbolique.